

Est ce que c'est mal d'avoir les yeux de l'avenir pour regarder la vie ?

Aragon

Explosion des connaissances, révolution informationnelle, mutation du travail, le siècle qui s'ouvre s'annonce riche de bouleversement pour l'éducation. Alors, marchandisation des savoirs ou modernisation du service public d'enseignement supérieur ? Renforcement des inégalités ou lutte pour la réussite de tous ? Le défi qu'aura à relever l'université pour les années à venir doit s'inscrire dans l'enjeu de société que représente aujourd'hui plus de 2 millions d'étudiants ! Une telle aspiration de la jeunesse à s'armer contre le chômage et l'exclusion par l'acquisition d'une formation de qualité est un atout pour la société. Cette exigence la nation doit y répondre par un réengagement financier important pour des réformes profondes. Il en va de son propre développement ! Les étudiants doivent être considéré comme citoyens à part entière. Etre citoyens, c'est avant tout avoir des droits et pouvoir les exercer pleinement.

Pour gagner un tel défi, les étudiants lorsqu'ils sont unis et déterminés représentent une force exceptionnelle. Du retrait du projet Devaquet à celui du CIP jusqu'en novembre décembre 95, beaucoup de gouvernants l'ont appris à leur dépens.

Pourtant aujourd'hui, trop peu d'étudiants voient l'utilité de s'engager et la division des organisations pèsent sur l'efficacité du syndicalisme.

Développer l'intervention des étudiants sur les questions qui les concernent, donner les moyens aux élus de faire vivre la citoyenneté doivent être des priorités.

Prendre le parti de l'ouverture, du dialogue, de la confrontation des idées et des expériences, pour construire un rassemblement majoritaire pour changer l'Université, telle est la volonté qui nous anime.

La diversité d'engagement des uns et des autres n'apparaît plus comme un frein mais comme une force à faire converger. Chacun à sa manière participe à la transformation de l'université. Chacun est confronté à la nécessité d'être plus efficace, plus utile et plus proche des préoccupations étudiantes. Nous avons à y répondre ensemble.

C'est selon nous le pari d'une nouvelle organisation étudiante.

I- NOUS AVONS UN PARTI PRIS: CONSTRUIRE L'UNIVERSITE DE LA REUSSITE, REDUIRE LES INEGALITES, CONQUERIR DE NOUVEAUX DROITS.

Cette rentrée universitaire est placée sous le signe de la croissance économique. Cela doit être une bouffée d'air pour transformer les conditions de vie et d'études de plus de deux millions d'étudiants.

Quand des milliers d'étudiants n'obtiennent pas une place en fac, une bourse, un logement, qu'un étudiant sur deux sort de l'université sans diplôme, il y a urgence.

Une formation de qualité pour un emploi qualifié

Parce que l'exclu du savoir sera l'exclu demain, il y a urgence à permettre à chaque étudiant d'acquérir les outils nécessaire à son insertion professionnelle, de maîtriser sa formation dans son contenu, dans le temps : réussir ses études c'est être acteur et décideur de sa formation.

Alors une nouvelle pédagogie s'impose pour recentrer les enseignements autour de l'étudiant. Dès lors, se pose la question de la formation des enseignants, de leur disponibilité, du contrôle des connaissances, de la pertinence de cours en petits groupes, de remise à niveau individualisée. Quelle doit être l'articulation des UE dans un même diplôme, le lien CM / TD / TP ; enseignement général / technologique / professionnel ? Parce qu'il y a explosion des savoirs, l'accès aux troisièmes cycles, à la recherche est aussi un enjeu : permettre au plus grand nombre d'accéder à ses formations

Réformer l'aide sociale

Quand plus de 100 000 étudiants vivent en dessous du seuil de pauvreté, que 75% travaillent, il y a nécessité de créer un statut social de l'étudiant qui prenne en compte la réalité de chacun et l'accès à l'autonomie. Cela doit passer en priorité par une réforme des aides directes, leur augmentation en taux et en nombre et une réforme fiscale. Un statut social doit aussi prendre en compte les questions de restauration, transport, logement, d'accès à la culture, et au mutualisme.

Lutter contre toutes formes de discriminations

Accéder au savoir, avoir un diplôme, est aujourd'hui un enjeu pour tous, quelque soit son origine. Quand des dizaines, des centaines d'étudiants étrangers sont interdit d'accès au savoir par les lois, circulaires et décrets discriminatoires restreignant l'entrée des étudiants étrangers dans les Universités françaises.

Faire le choix d'accueillir toujours plus d'étudiants c'est faire le choix de l'avenir, c'est faire le choix de la solidarité et du codéveloppement.

Nous voulons une Université ouverte à tous, sans discrimination. Nous devons tous avoir notre chance, quelque soit notre sexe, notre origine, notre choix de vie.

II- UN SYNDICAT OFFENSIF AU SERVICE DES ETUDIANTS

Nous réaffirmons le choix des luttes pour être pris en compte.

Pour imposer nos revendications, nous réaffirmons l'utilité des luttes, la nécessité du rapport de force. C'est partout que notre droit à vivre et à étudier est en jeu, dans les UFR, au niveau du CROUS, des Rectorats ou des collectivités territoriales. Dans ce cadre **aucune lutte n'est à négliger car à tous les niveaux nous avons des choses à gagner.**

Du dédoublement de son TD à la lutte pour l'augmentation du budget, du déblocage de la bourse à l'obtention d'une réforme de l'aide sociale, du SOS-Inscriptions à l'ouverture de nouvelles sections, de nouveaux locaux, de l'obtention d'une carte de séjour à l'abrogation des lois discriminatoires visant les étrangers : C'est avec chacune de ces luttes, en les faisant converger, en amplifiant le rapport de force à l'échelle nationale que nous gagnons

Les élus étudiants: un atout pour se faire entendre

A l'UNEF nous voulons nous emparer de tous les moyens à notre disposition pour faire entendre nos exigences. Des conseils d'UFR au CNOUS et au CNESER c'est pour que les revendications étudiantes soient prises en compte que nous nous battons. Nos élus sont une chance pour faire vivre les revendications étudiantes dans les Conseils et tenir les étudiants informés en permanence de ce qui s'y dit et s'y décide. Ils peuvent être un point d'appui non négligeable pour construire des luttes et gagner

III- NOUS VOULONS CONSTRUIRE UN SYNDICAT DE MASSE

Démultiplier nos champs d'interventions, diversifier les formes de luttes et d'actions, de tout cela dépend notre capacité à construire une organisation utile, qui permette à chaque étudiant d'exercer sa citoyenneté.

Poser en permanence la question de se syndiquer, sur chaque initiative, intervention en amphi, ... c'est contribuer à faire de l'adhésion un geste naturel pour réussir ses études et changer l'université.

Conjuguer la diversité des engagements, permettre à chacun de prendre sa place.

S'ils n'ont pas tous le même parcours, les mêmes exigences vis à vis de leurs études, la même manière d'appréhender l'Université les étudiants partagent cependant la même aspiration à réussir leurs études.

L'anonymat, le manque de convivialité sur les campus, l'angoisse de l'avenir, la précarisation des conditions de vie et d'études (..) en conduisent beaucoup à se replier sur eux-mêmes. Pourtant leur envie de s'impliquer est forte pour peu qu'ils sentent que leur démarche sera utile. La multiplication des associations de filières, culturelles, caritatives, humanitaires ; les actions développées autour des "sans facs", des "sans papiers", contre le racisme, le fascisme, contre le Sida en sont révélatrices et contribuent à recréer des liens de solidarité. Tous ces engagements participent à la transformation de l'université.

N'y a-t'il pas alors autour de cette perspective commune à réfléchir à des espaces de débats et d'actions par thèmes, par filières, permettant aux adhérents et plus largement à l'ensemble des étudiants de s'engager sur leurs centres d'intérêt ?

A l'UNEF nous avons avancé sur la prise en compte de l'apport original de chacun dans le collectif que constitue l'organisation.

un syndicat indépendant

Beaucoup d'étudiants reprochent aux syndicats d'être trop politisés, aux syndicalistes d'être trop partisans:

Souvent cela constitue un frein à la syndicalisation. Garantir l'indépendance c'est avant tout construire une identité syndicale originale, décidée et impulsée par chaque adhérent, relayée par une direction représentative de l'ensemble des AGE comme de la diversité d'opinions.

Cela implique, alors, de permettre à chaque adhérent de s'exprimer, d'être pris en compte pour ce qu'il est.

La meilleure preuve de l'indépendance du syndicat, c'est d'en faire l'outil des étudiants, de poser en permanence la nécessité de participer à son financement.